

SG/TS/NS

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un et le dix-huit juin, à dix-huit heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, M FUMET, Mme BENET, M. VIVES, Mme BIRKENER, M JOLIS, M. MASUYER, M. LARRIGOLE, Mme DANRE, M JULIAN, M LAVAUD, Mme JAFFUS, M LOMBARDI, M ROUGE, Mme COURTOIS, M CAUMEIL, Mme FITO, Mme JULIAN, Mme LOUARN, Mme FERRET, Mme COURRIERE CALMON, M NOLOT, Mme FABRESSE ROCA, M. DENARD.

Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M Bernard FUMET
M William COMBES à M Gérard FORCADA
Mme Françoise BAROUSSE à Mme Catherine FABRESSE ROCA
Mme Christel DA CONCEICAO à Mme Catherine FRABRESSE ROCA
M Rémi PENAVALIRE à Mme Sophie COURRIERE CALMON
M Michel MAÏQUE à Mme Sophie COURRIERE CALMON

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 27

Nombre de procurations : 6

Date de la convocation : 11 juin 2021

Date de l'affichage par extrait : 23 juin 2021

Secrétaire de séance : Mme Christine BENET

OBJET :

Taxe sur la consommation finale d'électricité

En référence à la loi de finances n°2020-1721 du 29 décembre 2020 pour 2021 des modifications sont apportées dans le calendrier du vote et dans la réglementation de cette taxe.

L'article 54 de la loi de finances pour 2021 avance la date de délibération en matière de TCFE. Ainsi les collectivités locales doivent désormais délibérer avant le 1^{er} juillet de l'année pour une application au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Ce même article prévoit deux nouvelles dates de publications des tarifs sur impots.gouv.fr :

- La première avant le 1^{er} octobre.
- La deuxième avant le 1^{er} décembre.

Par ailleurs l'article 54 prévoit également des évolutions quant à la réglementation de cette taxe dès 2021. Pour 2021 le coefficient correcteur multiplicateur minimum est de 4. Toutes les collectivités ayant un coefficient correcteur inférieur à 4 ou n'ayant pas de coefficient correcteur ont vu leur coefficient passer à 4 dans le fichier publié sur impots.gouv.fr le 10 décembre 2020.

Pour 2022, les délibérations devront être prise avant le 1^{er} juillet 2021 et les collectivités locales ne peuvent retenir que les coefficients suivants : 6, 8 et 8,5. En cas d'absence de délibération ou de délibération prévoyant un coefficient inférieur à 6, le coefficient applicable sera de 6.

Pour 2023, il n'y a plus de taxe communale de consommation finale d'électricité (TCCFE) et donc plus de délibération à prendre en 2022. La taxe est intégrée au sein de la taxe intérieure de consommation finale d'électricité (TICFE) prévue à l'article 266 quinquies C du code des douanes. Les collectivités qui étaient bénéficiaires de la taxe se voient affecter une part de la TICFE correspondant à la taxe perçue au titre de 2022 augmentée des frais de gestion qui étaient prélevés sur les redevables, et de l'inflation.

Ce montant est ensuite ajusté en fonction notamment de l'évolution de la quantité d'électricité fournie sur son territoire afin de conserver une dynamique d'assiette selon les modalités qui seront définies par décret. C'est cette affectation qui est prévue à l'article L.2333-2 du code Général des Collectivités Locales (CGCT).
Il est proposé au conseil municipal de maintenir le coefficient multiplicateur unique de la taxe sur la consommation finale d'électricité à 8,5 et de confirmer la perception de ladite taxe au bénéfice de la commune.

Vu la loi de finances 2020-1721 du 29 décembre 2020

Vu l'article 54 de la loi 2020-1721 modifiant la réglementation et le calendrier d'application

Vu la loi de finance rectificative pour 2014,

Vu l'arrêté du 8 Août 2014 actualisant les limites supérieures des coefficients multiplicateurs des taxes locales sur la consommation finale sur l'électricité,

Vu l'article 23 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité,

Vu les articles L.2333-2 à L.2333-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.3333-2 à L.3333-3-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.5212-24 à L. 5212-26 du code général des collectivités territoriales,

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,
Sur présentation et proposition de son rapporteur, M Pujol,**

Décide de maintenir le coefficient multiplicateur unique de la taxe sur la consommation finale d'électricité à 8,5.
Décide de confirmer la perception de ladite taxe au bénéfice de la commune.

Le Maire,

Gérard FORCADA



REÇU À LA SOUS-PRÉFECTURE
DE NARBONNE LE :

25 JUIN 2021